1891

Duchamme 10/11/47 .30

AUX ÉLECTEURS

DU

COMTÉ DE TERREBONNE

MES CHERS AMIS,

Il y aura, l'an prochain, un quart de siècle que vous m'aurez donné votre confiance. Vous me l'avez continuée depuis, et j'ai tâché de ne pas démériter de vous, en me consacrant entièrement à la carrière politique. Je crois avoir fait mon devoir dans la mesure de mes aptitudes et de mon intelligence. Je n'ai jamais oublié que l'honneur de vous représenter, après les hommes éminents que vous aviez élus aux temps difficiles de notre histoire politique, imposait à celui que vous choisissiez une grave responsabilité, ainsi qu'un travail incessant s'il voulait rester digne de vous.

C'est pour la onzième fois que je viens vous demander de renouveler mon mandat. Votre bon vouloir dans le passé m'est une garantie de votre bienveillance vis-à-vis de moi dans la présente occasion. J'ai la consolation de me dire que, pendant toute la longue durée de mon mandat, je n'ai gardé de ressentiment pour personne après les luttes, rares heureusement, que j'ai eu à faire. Après la seule lutte réellement sérieuse que j'ai faite dans le comté, je suis resté, du moins je m'en flatte, l'ami personnel de mon loyal adversaire, M. le Dr Prévost C'est peut-être ce qui m'a valu les adhésions considérables d'hommes importants qui ne partagent pas toutes mes idées politiques mais qui m'accordent, comme je le leur donne à eux-mêmes, le bénéfice de la bonne foi et du désir de faire le bien du pays.

Souvenons-nous ensemble que la bonne harmonie et la confraternité sont les meilleurs éléments de la prospérité des citoyens. Le temps donné aux disputes stériles représente un capital perdu dans les plus mauvaises conditions.

Ce n'est pas une faible satisfaction, pour un député de vingt-cinq années deservice, de pouvoir constater qu'il n'a jamais été obligé d'user de représailles politiques. J'ai travaillé, sans y mettre de préférences, pour toutes les parties du comté où j'ai cru qu'une entreprise utile pouvait s'exécuter.

Je suis heureux de constater avec vous et pour vous que l'entreprise éminemment nationale du chemin de fer à travers les Laurentides, dans la direction du nord,—cette œuvre de prédilection de notre ami regretté feu Mgr Labelle,—est en voie d'exécution dans des conditions absolues de succès. On m'a reproché de n'avoir pas fait commencer cette œuvre plus tôt. Je vous ai déjà dit que le spectacle d'autres entreprises du

même genre, qui sont restées inachevées, m'avait déterminé à ne pas commencer la construction du chemin avant d'avoir obtenu toutes les ressources nécessaires pour sa complétion. La Compagnie du Montréal et Occidental est heureusement dans ces conditions là. Grâce à l'énergie persévérante de ses promoteurs, les hardis colons du Nord auront, avant deux ans, les grands marchés à leur porte et pourront, non seulement vendre leurs produits dans les meilleures conditions, mais encore développer leurs ressources forestières et minières, augmenter et varier leurs cultures, et faire l'élevage en grand du bétail, élevage auquel les riches paturages des montagnes et les lacs et rivières du Nord se prêtent si bien.

J'espère que nous travaillerons ensemble pour un but commun, le bien du pays et de la nation. Cela m'amène à vous dire que nous sommes à traverser une crise, la plus grave qui se soit produite depuis l'Union. Les Américains, jaloux des succès que la politique nationale a remportés dans notre pays, ont élevé une sorte de muraille de Chine tout le long de la frontière qui les sépare de nous. Puis ils ont appelé dans leurs conseils des hommes comme sir Richard Cartwright, M. Laurier, M. Charlton et M. Farrar, le rédacteur du *Globe* de Toronto ; et, de concert avec eux, ils veulent empêcher le succès de nos efforts pour amener des relations plus cordiales entre les deux pays. Je vais plus loin, et je dis qu'on a beau voiler les expressions et multiplier les protestations, on veut amener une crise qui nous pousse infailliblement à l'annexion.

On ne saurait trop sévèrement dénoncer cette œuvre déloyale, entreprise dans le seul but d'escamoter le pouvoir à un gouvernement qui a donné à l'industrie, aux manufactures, au commerce, un élan qui fait l'admiration du monde entier. Vous-mêmes, mes chers amis, vous avez profité de cette politique de protection, et les nombreuses fabriques qui se sont installées dans le comté de Terrebonne en sont l'éloquente démonstration.

Etes-vous prêts à risquer ces beaux résultats contre l'espoir de résultats douteux qu'on fait miroiter devant vous ? Allez-vous lâcher la proie pour l'ombre ? En honnêtes gens que vous êtes, ne pensez-vous pas qu'il y a du louche dans cette politique qui consiste à dire que les Américains ne nous favoriseront par leur législation fiscale que si nous chassons Sir John A. Macdonald pour placer à la tête du pays Sir Richard Cartwright. "*Timeo Danaos et dona ferentes.*" J'ai peur des Yankees avec leurs présents quand ils les offrent ainsi. Jamais le gouvernement d'un grand peuple n'a refusé de traiter avec le chef puissant d'une nation voisine. Pourquoi en serait-il autrement avec nous ?... à moins donc que les Américains ne sachent que M. Laurier et Sir Richard Cartwright seront plus faciles à jouer que Sir John qu'ils ont connu lors du Traité de Washington en 1871.

Je ne veux pas donner à cette lettre la longueur d'un manifeste. Je me contente de vous adresser ci-incluse une copie du discours que j'ai fait à la convention du parti conservateur du district de Montréal, le 10 du courant.

Encore une fois, mes amis, je compte sur vous, sur votre vieille amitié, sur les liens qui nous unissent dans les grandes entreprises de votre comté et sur votre haut sens politique.

J'aurais voulu me rendre parmi vous et visiter toutes les paroisses de ce grand comté. Malheureusement, mes occupations ne me permettent pas d'entreprendre un voyage si considérable. Aujourd'hui comme en 1887, je suis chargé de diriger personnellement la campagne électorale dans la région politique de Montréal, qui comprend trente-et-un comtés. Ce devoir m'est imposé par la position que j'occupe dans le cabinet où je représente plus spécialement cette région.

Si vous m'élisez, je ne vous promets qu'une chose, c'est d'essayer de rester digne de mon passé, digne de votre confiance et de votre fidélité.

Si vous voulez vous trouver un autre représentant qui vous offre plus de garantie d'intelligence, de discernement et de dévouement à vos intérêts, j'accepterai votre verdict sans murmurer; je demanderai ma retraite politique que trente années de travail actif m'ont bien méritée. Plusieurs fois déjà j'ai refusé des candidatures ailleurs et je vous répète ce que j'ai dit toujours depuis que je suis votre député : "J'ai commencé et je finirai ma vie de représentant du peuple dans ce beau comté de Terrebonne, que j'ai tant aimé."

Veuillez me croire, mes chers amis,

Votre toujours dévoué serviteur,

J. A. CHAPLEAU.